

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 24 septembre 2025

On vit dans un monde où tout est sens dessus dessous, si bien qu'on ne peut pas dire tout ce qu'on pense, sans prendre le risque d'être incompris ou d'être victime d'une méprise. C'est frustrant et très désagréable de devoir s'autocensurer pour ainsi dire, parce qu'on vit sous un régime autoritaire.

Les Français sont particulièrement prétentieux, paraît-il, je n'en sais rien, c'est possible, ils seraient les meilleurs, en quoi, on se le demande ! Ils sont tellement sûrs d'eux, qu'ils ne supportent pas la confrontation d'idées, à croire qu'ils n'ont pas l'esprit tranquille ou ils auraient quelque chose à se reprocher qu'on ne doit surtout pas connaître.

L'immense majorité appartiennent aux classes moyennes de par leurs revenus et patrimoines, et ils en ont adopté la mentalité, le mode de penser et de vie, l'idéologie bourgeoise, alors si vous les inciter à rompre avec, cela se passe mal, car ils craignent que cela nuise à leur statut social. Au lieu d'admettre que leurs aspirations à la liberté sont bafouées et qu'ils ne sont pas franchement heureux, ils arborent un air satisfait si stupide, qu'on en perd nos moyens et on ne sait quoi leur répondre.

La mauvaise foi et l'hypocrisie, le mensonge ou l'imposture sont devenue des sports nationaux en France pratiqués à un tel niveau et sans filet, qu'on décline toute invitation à concourir à leur côté, bon joueur, on s'avoue vaincu d'avance, bravo !

C'est ce que m'inspire le peu de relations que j'ai encore avec des Français en métropole (par l'intermédiaire du Net), je ne parle même pas de ma famille, elle a disparu, elle a battu tous les records !

Je me demande, comment on peut vivre et se satisfaire de relations aussi médiocres. Comment peut-on devenir aussi médiocre en somme, non mais sans déconner, cela ne vous interpelle-t-il pas ? Ne ressentez-vous pas le besoin de vous élever à tous les niveaux, intellectuellement, spirituellement, moralement, etc. Malgré les conditions défavorables, c'est parfaitement possible, pour peu qu'on ait fait de la perfectibilité de l'homme, et de la femme si vous y tenez, notre idéal. La matière, mais aussi tous les organismes vivants se sont diversifiés et perfectionnés au fil du temps depuis des milliards d'années, pour atteindre un degré de complexité et de perfection toujours plus élevé, adapté à leur époque, résistant ou s'adaptant à tous les changements climatiques...

Quand on a un peu étudié la paléontologie et les sciences de la nature, les sciences sociales, on s'aperçoit que notre espèce ou l'homo sapiens ne fait pas exception à cette règle cosmique, historique, matérialiste, dialectique. C'est désopilant pour un idéaliste ou un métaphysicien de s'apercevoir que la matière inorganique ou organique obéit à ces règles ou à cette logique implacable de l'évolution, et que l'épopée humaine est destinée à emprunter la même courbe, surtout quand on a passé son existence à l'ignorer ou à le nier.

Petites histoires indiennes.

Jeudi dernier en fin d'après-midi on eut la visite de Vimolraj et son épouse ainsi que deux de leurs trois enfants. C'est le fils d'une des sœurs de ma compagne Selvi. Ma compagne lui fit un massage parce qu'il souffrait du dos, son boulot consiste à installer des auvents ou construire des entrepôts à l'aide de tube en acier et de tôles, il est soudeur. Sa compagne était malade, elle avait de la fièvre et des douleurs partout, je lui ai filé un médicament. On les voit en moyenne une fois par mois en mauvais état, ils sont jeunes, la trentaine.

A un moment donné Vimolraj sort son iPhone. Je lui dis qu'il a dû le payer, au moins 20.000 roupies. Il ne me répond pas ou il fait semblant de ne pas comprendre ma question. Je répète, il me dit qu'il ne l'a pas payé. Tiens donc, on te l'a filé gratis, un peu gêné il me répond que c'est son patron qui lui a donné. Un cadeau ou tu le rembourses tous les mois ? Tous les mois son patron retient 1500 roupies sur son salaire, il lui a fait un prêt de 20.000 roupies, le prix du iPhone. Hier soir un voisin a raconté à ma compagne qu'il avait obtenu un prêt de 100.000 roupies pour acheter un scooter et que les intérêts se montaient à 40.000 roupies, bref, un taux usuraire !

Revenons à Vimolraj. Avant il avait acheté un scooter à crédit qu'il n'a pas fini de payer, donc avec le crédit du Iphone, il doit soustraire de son maigre salaire environ 3 500 ou 4 000 roupies, une grosse somme quand on est pauvre. Sa maison était digne d'un bidonville avant qu'elle soit écrasée ou démolis par la chute d'un cocotier, il y a de cela 6 ou 8 mois environ. Depuis il a entrepris de construire une maison en dur, en brique, mais il n'a pas de fric, donc il a dû emprunter de l'argent à droite et à gauche, il compte sur le prêt que lui accordera le gouvernement de Pondichéry lorsqu'il aura terminé les fondations pour continuer les travaux, sauf qu'il lui manquera encore des centaines de milliers de roupies pour l'achever.

Je lui explique gentiment, qu'il se plaint de ne pas avoir à bouffer et d'être pauvre, et il fait des conneries avec le fric, c'est un truc qu'on ne fait pas quand on a des gosses à nourrir. Ma compagne le sermonne, je lui dis de ne pas l'accabler, cela ne sert à rien. On ne s'est pas engueulé, on leur a offert un jus de fruit et des gâteaux pour les gosses avant qu'ils partent.

Avant-hier, c'est la mère de Vimolraj, Sandhi, la sœur de ma compagne qui débarque en pleurs. Vimolraj est parti travaillé dans le sud de l'Inde ou au Kerala avec son patron pour la semaine et il n'a pas laissé d'argent à son épouse, du coup ils n'ont une roupie pour bouffer, génial ! Je lui ai donné les 2.000 roupies qu'elle me demandait plus un sac de 20 kilos de riz, en précisant que c'était la dernière fois que je leur rendais service, s'il ne me rendait pas cette somme. C'est elle qui m'avait déjà coûté plus de 20.000 roupies en frais médicaux un an auparavant, ils devaient me rembourser tous les mois, je n'en ai jamais vu la couleur, normal, ils sont trop pauvres.

Etre pauvre, c'est un cauchemar, une injustice dégueulasse. Je suis né dans ce milieu-là, je le connais bien, donc je suis prêt à tout passer à un pauvre, sans m'interdire de lui dire ce que je pense de son comportement quand il déconne, sans le juger. Je peux me le permettre contrairement à bien d'autres qui critiquent les pauvres, parce que je suis toujours bien intentionné et c'est ma famille. Quant à ceux dans les médias dits sociaux qui les traitent de « *cons* » dans des commentaires, ce sont des abrutis, eux ils sont vraiment très cons !

Une de nos voisines s'est achetée à crédit une énorme télé, 50.000 roupies. Ce matin elle nous a demandé de garder son poisson au réfrigérateur parce qu'elle n'en a pas, un petit frigo coute 13.000 roupies, elle préfère la télé. Elle n'a pas l'eau chez elle, c'est nous notamment qui lui fournissons. Le puit et les tuyaux sont posés depuis 2 ou 3 ans, mais ils n'ont pas de fric pour acheter le moteur

et le câble, environ 20.000 roupies, ils préfèrent la télé. Leur maison n'est toujours pas terminée, ils ont commencé à la construire il y a 5 ans à peu près.

Un autre de mes voisins est à peu près dans la même situation. Lui, il a voulu faire construire une grande baraque et il n'a pas de fric pour la terminer. Lui aussi il a fait percer un puits et installer les tuyaux, mais il n'a pas de fric pour acheter le moteur et le câble. Un autre a l'eau, mais sa maison est loin d'être terminée, les travaux sont à l'arrêt depuis janvier 2025, alors il continue de vivre chez sa mère avec ses 2 fils. Jusqu'à sa génération, il a la trentaine, les Indiens dans les villages étaient pratiquement tous propriétaires, quand ils n'avaient pas de terrain le gouvernement leur en offrait un gratuitement, dorénavant c'est terminé, la démographie a explosé et il y a de moins en moins de terrains communaux disponibles. Les loyers sont très élevés, inaccessible pour beaucoup d'Indiens, alors ils s'entassent avec leurs gosses chez leurs parents ou dans de minuscules habitations qu'ils louent. Que deviendront les générations à venir, le sujet est socialement explosif. Je précise que tous mes voisins travaillent, mais leur salaire ne permet pas de vivre décemment, c'est un euphémisme.

A part cela, la mousson est généreuse cette année, on ne manquera pas d'eau ! La journée est ensoleillée et il pleut la nuit, c'est rare qu'il pleuve le jour. On a prévu avec ma compagne de faire un peu de marche pour se maintenir en forme, j'en ai grand besoin.

Le médecin de Marx lui avait interdit de se livrer à un travail intellectuel une fois la nuit tombée, je me suis demandé pourquoi. C'est justifié du fait que c'est le moment le plus critique quand on souffre de problème respiratoire. J'en fais l'expérience chaque nuit, car je suis indiscipliné. Je suis reparti à me coucher entre minuit et une heure du matin. Sinon je dors bien, mieux qu'avant depuis que je ne fume plus. Pour me changer les idées et me déconnecter de l'actualité politique qui est triste à mourir, je regarde un film, en ce moment, je me repasse la série des Maigret, je voyage à bon compte ! Sans être nostalgique ou rétrograde, je déteste l'époque que nous vivons actuellement, elle me semble pire que par le passé ou disons que, ce qu'on a gagné ne compense pas ce qu'on a perdu, on a perdu au change, mais cela pourrait être provisoire.

La crise du régime demeure, et elle devrait s'amplifier sans qu'ils puissent contrôler les masses, je dirais même que sans qu'on en ait vraiment conscience, elles seraient en train de leur échapper, parce qu'il ne peut pas en être autrement. Nos ennemis s'enfoncent dans leurs impostures, contradictions et mensonges de plus en plus grotesques, au point que cela finit par se voir ou se savoir, c'est inévitable, ce qui signifie que la lutte de classe du prolétariat a de beaux jours devant elle.

Faites tomber le masque de la démagogie ou de l'opportunisme.

En quoi cela les engage-t-il ? En rien !

Le colonialisme est de nature économique et non politique, ceux qui refusent de s'attaquer à sa racine économique en sont les complices ou ses agents, des imposteurs ou des charlatans, inutile de les désigner, vous les connaissez tous.

Ils versent une larme sur le destin sordide ou cruel du peuple palestinien, hypocritement, car pour eux il n'est pas question de rompre avec le capitalisme qui en est à l'origine du colonialisme, de tous les génocides, de toutes les guerres, de toutes les souffrances et inégalités sociales que tous les peuples endurent injustement.

Quand les traîtres, les « lâches » ou les imposteurs règlent leurs comptes entre eux.

"Une manipulation": accusé par l'ambassadeur d'Israël en France d'avoir proféré "une déclaration antisémite", Olivier Faure répond - BFMTV 21 septembre 2025

Depuis une semaine, le dirigeant socialiste est mis en cause pour un échange de tweet sur le réseau social X avec l'ancien porte-parole de l'armée israélienne, Julien Bahloul. Olivier Faure a appelé les mairies à pavoiser le drapeau palestinien le 22 septembre, lorsque la France va officiellement reconnaître l'État de Palestine.

Il a déclaré à l'antenne de BFMTV: "*Cette manipulation qui a été très vite installée avec des gens qui ont cherché à extraire de tout contexte ce que j'avais pu dire. Le message ne s'adresse pas, comme je l'ai entendu par la bouche d'ambassadeur, à tous les juifs du monde entier, évidemment*", a-t-il précisé. "*Il s'adresse à cet activiste qui est connu sur les réseaux sociaux et qui est un ancien porte-parole de Tsahal. C'est à lui que s'adresse ce message, et à lui seulement, et non pas aux juifs du monde*". BFMTV 21 septembre 2025

Drapeaux israélien et palestinien projetés sur la tour Eiffel : «Le PS trahit tout le monde à la fois», fustige Mélenchon - RT 22 sept. 2025

« *Hidalgo, dans la grande tradition des coups tordus de congrès, pavoise la tour Eiffel [des] drapeaux d'Israël et de Palestine. Consternant de stupidité après deux ans de génocide* », a écrit ce 22 septembre le fondateur de La France insoumise (LFI) sur son blog. « *Le PS trahit tout le monde à la fois* », a-t-il ajouté.

Même son de cloche du côté d'élus du parti. « *Associer le drapeau palestinien à celui d'un État qui bombarde, affame et massacre, ce n'est pas œuvrer pour la paix. C'est normaliser le génocide. C'est être complice dans sa bien-pensance. C'est être lâche et ignominieux* », a estimé le député de Seine-Saint-Denis, Aly Diouara. RT 22 sept. 2025

Drapeaux palestiniens sur les mairies: François-Xavier Bellamy demande à ce que les maires soient "condamnés" - BFMTV 21 septembre 2025

François-Xavier Bellamy, chef de file des Républicains au Parlement européen, considère que les maires qui vont hisser un drapeau palestinien sur le fronton de leur mairie ce lundi 22 septembre doivent "être condamnés".

"*Je suis heureux que Bruno Retailleau ait donné la consigne très claire aux préfets de faire retirer ces drapeaux. Il ne se cache pas derrière son petit doigt*", a-t-il souligné sur le plateau de BFMTV.

J-C - Qu'ils se rassurent, ce n'était qu'une posture, la presque totalité des maires qui avaient hissé des drapeaux palestiniens sur le fronton de leur mairie les ont déjà retirés ou ils ont annoncé qu'ils les retireraient mardi, ce sont des imposteurs, des lâches ! BFMTV 21 septembre 2025

La Palestine, un État déjà reconnu par 52 des 54 pays du continent africain - RFI 22 septembre 2025

Aujourd'hui, seuls deux pays du continent entretenant une étroite coopération sécuritaire avec Israël ne reconnaissent pas l'État palestinien : le Cameroun et l'Érythrée. RFI 22 septembre 2025

Les GAFAM agent du totalitarisme au service de l'impérialisme américain.

YouTube supprime le compte de Nicolas Maduro, suivi par plus de 230 000 abonnés - RT 22 sept. 2025

Le compte YouTube du président vénézuélien Nicolas Maduro a été supprimé de la plateforme, alors que le ton monte entre Caracas et Washington. Selon la chaîne publique Telesur, le compte a été désactivé le 19 septembre. Depuis, il a disparu des résultats de recherche et est devenu inaccessible, même via le lien direct. Le compte du président affiche désormais le message : « *Cette page est indisponible* ».

La compagnie américaine Google, société mère de YouTube, n'a pas commenté cette suppression. Le compte de Maduro, qui comptait plus de 233 000 abonnés, diffusait principalement ses discours et son émission télévisée hebdomadaire. YouTube a indiqué que les comptes sont supprimés en cas d'« *infractions répétées* », telles que la diffusion de fausses informations, de propos haineux ou d'ingérence dans les processus démocratiques. Caracas n'a, pour l'heure, pas réagi.

Ceux nous exploitent et nous oppriment ne sont-ils pas les mêmes qui fabriquent les armes qui servent à nous réprimer et à faire la guerre à tous les peuples ?

Alors si nous voulons en finir avec l'exploitation, l'oppression, la répression et la guerre, nous devons leur confisquer leur capital, leurs richesses, leurs biens ou leurs avoirs, nous devons nous engager dans le combat politique ou nous organiser pour mettre un terme au mode de production capitaliste.

Lu.

- « *C'est là que réside le point essentiel : l'Inde et la Chine sont rivales, mais pas ennemies existentielles.* »

Leur seul ennemi, c'est la classe ouvrière indienne et chinoise. C'est valable pour tous les autres pays.

En famille. Merci qui ? Merci patron, merci Macron !

J-C - La reconnaissance de l'Etat de Palestine sert de caution politique au massacre du peuple palestinien qui continue, puisqu'il n'est nullement question de désarmer les agresseurs pour mettre fin à ce génocide.

- « *Une victoire, tardive, mais une victoire quand même.* », Fabien Roussel (PCF), sur le réseau X.

- « *Une victoire irréversible du combat populaire pour le droit d'un peuple à disposer de lui-même* » pour Jean-Luc Mélenchon (LFI)

- « *merci de l'avoir fait aujourd'hui au nom de la France* ». « *Un jour historique, où la France s'honore en reconnaissant l'État de Palestine* », le premier secrétaire du PS Olivier Faure sur le réseau X.

J-C - La palme du soutien aux sionistes nazis revient comme il se doit au RN ou Le Pen.

- Même accusation de faire le jeu du mouvement islamiste palestinien du côté du RN. « *C'est le Hamastan qu'Emmanuel Macron reconnaît aujourd'hui, pas la Palestine. C'est une faute extrêmement grave, notamment à l'égard des nations qui luttent contre le terrorisme islamiste* », avait accusé lundi matin la leader du parti Marine Le Pen. Le HuffPost 23 septembre 2025

En complément. Les barbares en famille.

À New York, le nouveau dirigeant syrien appelle à un "accord de sécurité" avec Israël - France 24 22 septembre 2025

La reconnaissance de la Palestine, "une coquille vide et une échappatoire morale" - courrierinternational.com 22 septembre 2025

Dans *Ha'Aretz* (gauche libérale), Zvi Barel ne cache pas son hostilité aux différentes reconnaissances occidentales de l'État de Palestine...

"La destruction massive de la bande de Gaza, le massacre aveugle de dizaines de milliers d'enfants, de femmes, de personnes âgées et d'hommes palestiniens non impliqués, le déplacement de centaines de milliers de personnes d'une zone à une autre et l'aspiration à les expulser, tout rapproche Israël de la définition d'un État dont les pratiques et objectifs de guerre ressemblent à ceux des organisations terroristes."

Mais, estime Zvi Barel, *"alors que les États occidentaux se bousculent soudain pour reconnaître un État palestinien, ils se soustraient dans le même temps aux véritables moyens de pression qui pourraient mettre un terme à la guerre israélienne à Gaza"* : gel des investissements, annulation des accords d'association, boycott des coopérations universitaires, rétrogradation de la représentation diplomatique, interdiction des vols vers Israël et embargo sur les armes.

Et de conclure : symbolique, *"la reconnaissance d'un État de Palestine n'est rien d'autre qu'une coquille vide et une échappatoire morale, voire un cadeau empoisonné [pour les Palestiniens], mais pas une politique. Car, pendant ce temps, le permis de poursuivre la tuerie conféré à Israël reste valable."* courrierinternational.com 22 septembre 2025

Lu.

Après deux ans de génocide et de destruction totale des infrastructures, il ne reste plus rien qui puisse ressembler à un État palestinien. Cette reconnaissance est en plus assortie de conditions coloniales.

Pour les soutiens d'Israël, pas question d'un accord politique avec le Hamas et les Brigades Al-Qassam. Pas d'accord de paix comme cela a été le cas pour Sinn Fein et l'IRA lors des accords du Vendredi saint en Irlande du Nord en 1998 ou pour l'ANC et Umkhontowe Sizween 1991 lors de l'Accord de Paix National (NPA) en Afrique du Sud. Pour le Hamas et les organisations de la résistance palestinienne, seule leur destruction totale est prévue.

Il y a cinquante ans, l'Assemblée générale des Nations unies reconnaissait officiellement la résistance palestinienne et condamnait le sionisme comme une idéologie raciste. Espérons encore que lors de la 80ème session de l'ONU, ces anciennes résolutions referont surface.

En 1975, l'ONU déclare que le sionisme est du racisme

Les années 1960-1970 ont été marquées par des bouleversements révolutionnaires. En 1965, la Chine communiste est devenue le premier pays non arabe à reconnaître l'Organisation de libération de la Palestine. Une première conférence de la Tricontinentale, une continuation de la Conférence de Bandung en 1955, avait lieu à Cuba en 1966, avec une importante délégation de représentants palestiniens issus de diverses factions de l'OLP. Dans son *«Message à la Tricontinentale»*, Ernesto *«Che»* Guevara avait lancé : *«Créer deux, trois... de nombreux Vietnam, voilà le mot d'ordre»* en solidarité avec la résistance Vietnamienne. Le 30 avril 1975, celle-ci prenait le contrôle de Saïgon, remportant ainsi une victoire historique sur l'armée américaine après une guerre de près de vingt ans. Dans le sillage de cette lutte de libération, la résistance palestinienne est apparue pour la première fois sur la scène diplomatique mondiale en 1974. *«Avec le rameau d'olivier et le fusil à la main»*, Yasser Arafat s'est adressé à l'Assemblée générale des Nations unies. L'ONU a alors voté une série de résolutions en faveur du peuple palestinien et de sa résistance.

En 1975, il y a cinquante ans, l'Assemblée générale (AG) des Nations unies, qui comptait alors quelque cent cinquante États membres, a adopté la résolution 3379. Selon cette résolution historique, le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale. Ce jour-là, l'idéologie officielle et nationale de l'État d'Israël a été condamnée par le monde entier comme expansionniste et raciste, à l'instar d'une idéologie coloniale. Les Nations unies ont alors confirmé le droit des Palestiniens à l'autodétermination et le droit au retour des Palestiniens expulsés. Seuls Israël et 34 autres pays, dont la Belgique, la France, les Pays-Bas, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les États-Unis, ont voté contre. Autrement dit, l'ensemble du monde impérialiste occidental, qui soutient ou laisse aujourd'hui se produire le génocide, s'était déjà opposé à cette résolution de 1975.

Auparavant, l'AG avait condamné l'alliance entre le racisme sud-africain et le sionisme dans sa résolution 3151, adoptée le 14 décembre 1973. En 1974, par la résolution 3210, l'AG a décidé d'admettre l'Organisation de libération de la Palestine en tant qu'observateur à l'ONU. Une décennie plus tard, une nouvelle résolution de l'ONU, la résolution 37/43, votée le 3 décembre 1982, a réaffirmé *«le droit inaliénable du peuple palestinien et de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes»*. Une décennie plus tard, le 3 décembre 1982, une nouvelle résolution de l'ONU, la résolution 37/43, réaffirmait *«le droit inaliénable du peuple palestinien et de tous les peuples soumis à la domination étrangère et coloniale à l'autodétermination»*. Elle réaffirmait également la

légitimité de *«la lutte des peuples pour (...) se libérer de la domination coloniale et étrangère, ainsi que de l'occupation étrangère, par tous les moyens disponibles, y compris la lutte armée»*. Aucune objection n'a été soulevée contre ce texte, qui a été adopté sans vote.

La contre-révolution

C'est surtout l'effondrement du bloc socialiste (URSS et Europe de l'Est) à partir de 1989 qui a scellé la victoire totale du camp impérialiste occidental. Cet effondrement a porté un coup presque fatal à l'idée même de résistance et de non-alignement. Le monde est devenu unipolaire. Les programmes révolutionnaires et anticolonialistes des partis et mouvements de libération, comme celui de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), ont été mis de côté. Des pays comme Cuba ou la Corée du Nord se sont retrouvés au bord de la famine après que l'ancien bloc socialiste leur a coupé toute aide. En janvier 1991, la première guerre contre l'Irak a éclaté. La résistance palestinienne était presque privée de tout refuge dans le monde arabe.

En 1991, la résolution 3379 a été retirée à la demande d'Israël, avec le soutien de ses alliés. Israël a remporté une victoire totale : le pays a accepté de participer à la conférence de paix de Madrid, le 30 octobre 1991, à condition que la condamnation du sionisme soit supprimée. C'est ce qui a été fait, ouvrant ainsi la voie à ce qui allait devenir, pour les Palestiniens, les accords de capitulation d'Oslo de 1993. Toutes les organisations de résistance palestiniennes qui ont refusé de s'y soumettre ont été inscrites sur les listes antiterroristes américaines et européennes. En tant que prolongement colonial de l'Europe, Israël était l'avant-poste militaire contre les «Axes du Mal», le «terrorisme», les pays arabes et islamiques. Au niveau politique, économique et militaire, Israël connaissait une percée fulgurante non seulement en Occident mais surtout dans plein de pays du Sud. En même temps, afin de punir collectivement la population de Gaza après la victoire électorale du Hamas en janvier 2006, Israël a déclaré Gaza «entité hostile» et l'a transformée en prison à ciel ouvert pour terroristes. Le ghetto de Gaza est devenu une réalité, avec, une fois de plus, le soutien de l'Occident civilisé. À partir de ce moment, Gaza a dû survivre entre la vie et la mort. Toujours au bord de la famine. La question palestinienne était oubliée et enterrée pour le monde.

Après l'évasion du ghetto le 7 octobre 2023, Israël a commencé, au nom de la lutte contre le terrorisme, le génocide délibéré et planifié de Gaza, la solution finale du problème palestinien : l'extermination du ghetto de Gaza, tout comme cela s'était produit avec le ghetto de Varsovie par les nazis allemands, provoquant une souffrance indescriptible chez la population. Aux États-Unis et en Europe, les partisans de la résistance palestinienne, qui ne font que rappeler les anciennes résolutions, sont aujourd'hui accusés de terrorisme et d'antisémitisme.

Aujourd'hui plus personne ne peut nier le génocide. Gaza brûle. La destruction définitive de ce qui reste de la Palestine est en cours. Pour achever leur œuvre, Israël et ses alliés occidentaux exigent la capitulation et le désarmement de la résistance.

Dans ces circonstances, la reconnaissance de la légitimité de la résistance palestinienne, qu'il s'agisse du Hamas, du Front populaire de libération de la Palestine ou des autres organisations de libération, doit être la principale préoccupation de tous ceux qui souhaitent que la Palestine survive.

En Grande-Bretagne, depuis avril 2025, une affaire juridique sans précédent est en cours. Le Hamas, en la personne de Mousa Abu Marzouk, le responsable des Affaires internationales, a introduit une demande auprès du ministère de l'Intérieur britannique pour rayer l'organisation de la liste des organisations terroristes. Après un premier refus de la ministre socialiste Yvette Cooper, les avocats du Hamas dans cette affaire, Fahad Ansari, Franck Magenniss et Daniel Grütters, font

appel devant la commission d'appel des organisations interdites. Ce procès requiert toute notre attention et tout notre soutien. Il mérite d'être suivi dans tous les pays européens.

Lu.

Je pense qu'après tant de décennies de gabegies et d'incuries diplomatiques, il n'y a que deux moyens de parvenir à une solution à la situation catastrophique du moment:

1/ soit, et puisque tout le monde voit bien qu'il n'y a que la force qui prévaut, une coalition armée, puissante et déterminée, contraint le régime de terreur israélien à revenir jusqu'aux frontières de la Ligne Verte pour y établir alors l'État arabe palestinien sur les frontières de '67... avec le risque d'entraîner un bain de sang encore plus important que celui auquel nous assistons, ce qui est donc peu probable

2/ soit, l'on renverse l'équation: puisque les racistes des divers gouvernements israéliens ne veulent pas reconnaître d'État palestinien, l'organisation des Nations-Unies dénonce l'État israélien et ne le reconnaît plus comme appartenant à la communauté des Nations, contraint ces dernières à rompre toute forme de contact avec lui, coupant au passage tout approvisionnement en pétrole (carburant de son armée), et ne reconnaît plus que le seul Etat arabe palestinien – la Palestine historique – où vivront tous les citoyens qui le désirent, selon les normes démocratiques qu'elle érige à tout moment comme modèle aux yeux du monde entier.

J-C - La première solution n'est que foutaise, car cela impliquerait que les vassaux des Etats-Unis lui déclareraient la guerre. La seconde est également, une vue de l'esprit, car on ne voit pas comment les Nations-Unies pourraient adopter une telle résolution et qui plus est, l'imposer aux Américains qui n'en voudraient pas.

Commentaire envoyés au blog *Réseau International*.

Article : 18 septembre : quand les manifs ressemblent à des balades digestives

Commentaire censuré.

- Autre chose à faire que regarder ce genre de vidéos...

Dans une photo qu'il avait publiée dans son blog, on le voyait au côté d'Alan Greenspan, ex-président de la Réserve fédérale des États-Unis du 11 août 1987 au 31 janvier 2006. Il s'en vantait, c'est pour ainsi dire sa carte de visite...

Il se fait appeler Guy l'investisseur sans costume, même à poil on l'aurait reconnu !

Second commentaire (censuré) :

- Tocsin, qu'est-ce que c'est pour parler du syndicalisme ?

Guy de la Fortelle est l'un des fondateurs de Tocsin Media et y contribue en tant que chroniqueur financier.

Dans une photo qu'il avait publiée dans son blog, on le voyait au côté d'Alan Greenspan, ex-président de la Réserve fédérale des États-Unis du 11 août 1987 au 31 janvier 2006. Il s'en vantait, c'est pour ainsi dire sa carte de visite...

Clémence Houdiakova cofondatrice de Tocsin, est la présentatrice de la matinale Ligne Droite sur Radio Courtoisie, une station associée au courant d'extrême droite en France.

Tocsin s'est installé dans les locaux d'Omerta, un média identitaire dirigé par Régis Le Sommier. Parmi les fréquentations de ce dernier, Frédéric Chatillon, ancien président du GUD, les responsables des médias d'extrême droite Valeurs actuelles, Boulevard Voltaire et Causeur. En avril 2024, il participe à une soirée organisée par le site d'extrême droite Boulevard Voltaire.

La liste des personnalités d'extrême droite que Tocsin a invitées est longue comme le bras. Vous trouverez tout cela sur le Net.

Troisième commentaire (censuré)

- Mes 2 commentaires n'ont pas passé l'épreuve de la censure, je montrais que Tocsin était un média dit social (sic!) d'extrême droite pure jus, c'est tout, mais trop !

Je rajoute un mot à destination de mes lecteurs.

Comment expliquez-vous qu'un blog animé par des militants ou ex-militants du PCF publie un tas de documents, articles et vidéos, dont les auteurs sont d'extrême droite et véhicule cette idéologie ? Pire, ils ne tiennent pas à ce que leurs lecteurs se penchent sur la nature des auteurs de ces documents ou ils ne les informent pas. Le stalinisme et l'extrême droite seraient-ils compatibles, on est en droit de se poser la question.

Quand il m'est arrivé de publier de très nombreux articles du Réseau Voltaire pour leur qualité journalistique, régulièrement je rappelais aux lecteurs quelle était la nature des relations de ce blog avec des acteurs politiques d'extrême droite, en précisant qu'ils ne devaient pas adopter les yeux fermés les analyses de monsieur Meyssan, tout en leur rappelant qu'il n'était pas anticapitaliste, je ne tenais pas à ce qu'ils s'entichent de ce personnage ou de son idéologie réactionnaire.

Article : Les BRICS incarnent la fin de l'ordre libéral

- L'impact des BRICS ne réside pas dans le remplacement du G7 ou de l'OTAN, mais dans la pluralisation de la gouvernance mondiale, en créant un espace où les voix des pays du Sud

façonner les règles et les institutions. En ce sens, les BRICS incarnent la transition d'un ordre néolibéral vers un système international plus multipolaire et pragmatique.

Un doux euphémisme que les peuples opprimés doivent prendre au sérieux. Il ne faut pas qu'ils s'attendent à un changement radical ou à une quelconque amélioration de leurs conditions d'esclaves salariés, logiquement elles devraient même empirées les mêmes causes produisant les mêmes effets...

Article : La dédollarisation, son évolution historique et la création d'un nouvel ordre financier

- Je me demande toujours en quoi cela nous concerne finalement, qu'est-ce que cela change pour nous, que dal !

Ne devrions-nous pas plutôt nous pencher sur notre propre sort, sur ce qui fait qu'on ne parvient pas à prendre en mains notre destin, qu'on ne parvient pas à s'organiser, à se rassembler pour combattre et vaincre notre ennemi, apparemment cela n'intéresse absolument personne, et après on s'étonne que cela va de mal en pis, nos ennemis en rigolent...

Article : Aux États-Unis les injections ARNm covid ne sont plus officiellement recommandées pour tous les Américains y compris de plus de 65 ans

- « *ils ont de la chance les américains pour une fois !* »

Confondant !

Article : Contrairement aux dires de l'agence du médicament, le Gardasil est inutile et parfois dangereux

Quand en novembre 2019 ils ont inscrit l'hydroxychloroquine au tableau des substances vénéneuses, alors qu'elle avait été prescrite à plus de 3 milliards de personnes dans le monde au cours des décennies antérieures, ils savaient parfaitement ce qu'ils faisaient.

Ils savaient que cette molécule s'était déjà avérée efficace pour lutter contre d'autres virus en Afrique et qu'en cas de pandémie virale, elle pourrait faire office de traitement.

Dans les mois qui suivirent le coup d'Etat de l'OMS-Gavi-Gates de janvier 2020, ils s'acharnèrent sur cette molécule. Ils criminalisèrent l'hydroxychloroquine, ils en interdirent pour ainsi dire l'usage, alors qu'une première étude chinoise avait montré qu'elle était prometteuse pour lutter contre le Sars-Cov-2, ce que confirma le Pr. Raoult en l'associant à un antibiotique, à l'azithromycine, à la vitamine D et au zinc.

Ils firent de même avec l'ivermectine encore plus efficace que l'hydroxychloroquine. Ils poursuivirent les médecins qui la prescrivirent. Pourquoi ? Parce qu'ils voulaient qu'il y ait un maximum de morts et semer la terreur dans le pays, afin que la population adopte sans se poser de questions leur saloperie de substance génique ARN m expérimentale, en lui faisant croire qu'il n'existait aucun traitement, transformant la population en cobaye sur ordre de Davos.

Il s'agit donc bien d'un assassinat en masse prémédité, délibéré, par Macron et les autorités sanitaires qui disposaient de toutes les données citées et bien d'autres encore. Ils ont sur la conscience environ entre 60 et 70 000 morts qui auraient pu être évités, auxquels il faut ajouter les milliers ou dizaines de milliers qui périrent, parce qu'ils durent interrompre leurs traitements ou ils furent fortement perturbés durant cette période...

Appelez cela comme vous voudrez, les faits sont les faits.

Article : Démêler les zones d'ombre : la corruption dans les ventes d'armes à l'Ukraine

- *"Alors que la situation en Ukraine évolue, la communauté internationale doit rester vigilante et s'attaquer aux problèmes sous-jacents de corruption dans la vente d'armes. Il est essentiel de veiller à ce que l'aide militaire soit fournie de manière efficace et éthique, non seulement pour la défense de l'Ukraine, mais aussi pour la sauvegarde des valeurs démocratiques et des normes internationales."*

C'est un article de l'OTAN ?

Article : L'Europe sous l'OTAN : Divide et Impera – Comment l'OTAN a transformé l'Europe en vassale de Washington

- *"Si l'Europe ne parvient pas à regarder au-delà de l'albatros étoilé accroché à son cou, elle risque de devenir un vassal permanent des États-Unis."*

Le "Si" ne serait-il pas de trop, par hasard ? A force de vouloir donner des conseils à "l'Europe", on perdrait presque de vue sa véritable nature qui n'a rien à voir avec les intérêts des peuples... L'essentiel, c'est d'entretenir l'illusion contraire...

Article : Nous n'avons pas besoin de reconnaître un État palestinien, mais bien la résistance palestinienne

- Et si nous n'avions pas besoin de reconnaissance du tout, cela nous forcerait peut-être à nous remettre en cause ? Surtout pas ! Quel malheur !

Un problème colonial ne peut être résolu qu'en tranchant à la racine. Si des Etats nuisent à d'autres peuples, il faut les renverser pour qu'ils cessent de leur nuire, non ?

Le colonialisme est de nature économique et non politique, donc tout ce qui peut être fait sur le plan politique est nul et non avenu. Quelle est la nature économique de tous ces pays qui soutiennent Israël ? Capitaliste. Alors il faut envisager l'abolition du capitalisme, l'expropriation des capitalistes du CAC40 sans indemnité, etc. non ? Non ! Dommage... On y viendra un jour.

Santé.

Contrairement aux dires de l'agence du médicament, le Gardasil est inutile et parfois dangereux - docteur.nicoledelepine.fr 21 septembre 2025

<https://docteur.nicoledelepine.fr/contrairement-aux-dires-de-lagence-du-medicament-le-gardasil-est-inutile-et-parfois-dangereux/>

Palestine occupée.

Lu.

L'ancien chef d'état-major de Tsahal confirme que plus de 200 000 victimes ont été recensées à Gaza, dont 99% de civils et la moitié d'enfants.

L'ancien commandant de l'armée israélienne, Herzi Halevi, a confirmé que plus de 200 000 Palestiniens ont été tués ou blessés pendant la guerre à Gaza, et que «*pas une seule fois*» au cours du conflit, les opérations militaires n'ont été entravées par des conseils juridiques.

Halevi a démissionné de son poste de chef d'état-major en mars, après avoir dirigé les Forces de défense israéliennes (FDI) pendant les 17 premiers mois de la guerre, qui approche maintenant de son deuxième anniversaire.

Le général à la retraite a déclaré lors d'une réunion communautaire dans le sud d'Israël en début de semaine que plus de 10% des 2,2 millions d'habitants de Gaza avaient été tués ou blessés, soit «*plus de 200 000 personnes*». Cette estimation est remarquable car elle est proche des chiffres actuels fournis par le ministère de la Santé de Gaza, que les responsables israéliens ont souvent qualifiés de propagande du Hamas, bien que ces chiffres aient été jugés fiables par les agences humanitaires internationales.

Lu.

- Amir Tibon dans Haaretz :

«Si Trump pense que ses commentaires sur la perte de «contrôle sur le Congrès» par Israël vont réveiller Netanyahu, il se trompe. Les Israéliens n'avaient pas besoin de Trump pour savoir que leur pays est en train de perdre la bataille de l'opinion publique mondiale.

Netanyahu et Ron Dermer (...) sont en paix avec la perte du soutien international d'Israël, son isolement accru, les menaces de sanctions à son encontre et les mandats d'arrêt contre ses

dirigeants (y compris Netanyahu lui-même). Les deux hommes semblent s'en moquer, et la raison, ironiquement, est précisément celui qui tire la sonnette d'alarme : Donald Trump.

Du point de vue de Netanyahu, tant qu'il a le soutien de Trump, rien de tout cela n'a d'importance».

« Contre le génocide, bloquons tout ! » : Le refus de Meloni de reconnaître la Palestine mobilise en Italie - Le HuffPost 23 septembre 2025

« Contre le génocide, bloquons tout ! », pouvait-on lire sur une immense banderole à Rome. Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté ce lundi 22 septembre à travers toute l'Italie pour « dénoncer le génocide à Gaza », lors d'une journée de mobilisation reprenant le slogan français du 10 septembre « Bloquons tout ». Des heurts sont survenus notamment à Milan.

À Rome, ils étaient plus de 20 000 selon la préfecture, dont bon nombre de jeunes lycéens, rassemblés devant la gare Termini, brandissant des drapeaux palestiniens, et criant « Palestine libre ! ». Des manifestations se sont déroulées dans plusieurs autres villes du pays.

Mauritanie.

La Mauritanie pourrait à la fois rejoindre les accords d'Abraham et superviser les jihadistes au Sahel - Réseau Voltaire 18 septembre 2025

Selon une note du Washington Institute for Near East Policy, Resilience and Roadblocks : The Abraham Accords at Five Years (Résilience et obstacles : les accords d'Abraham après cinq ans), Benyamin Netanyahu, Premier ministre israélien, aurait rencontré le président mauritanien Mohamed Ould Ghazouani, à l'occasion de sa visite à la Maison-Blanche, le 8 juillet 2025. La Mauritanie participait alors au sommet États-Unis-Afrique. L'entretien aurait porté sur une possible adhésion aux accords d'Abraham.

- Cet épisode est rendu public alors que plusieurs États arabes remettent en question leur participation à ces accords et qu'Israël recherche de nouveaux partenaires. Il souligne que les deux chefs d'État et de gouvernement jouissent de relations cordiales, mais révèle que la Mauritanie entretient aussi des relations avec le Hamas.

- Ce positionnement de la Mauritanie intervient alors qu'Alexander Ivanov, le porte-parole de l'ancien Groupe Wagner en Afrique, a présenté, en août à l'agence Tass, la Mauritanie comme la plaque tournante des armes et des forces spéciales ukrainiennes en Afrique. Selon lui, ce pays contrôle déjà l'ensemble des groupes terroristes au Sahel.

En outre, en mai 2022, la straussienne Victoria Nuland, alors sous-secrétaire d'État pour les Affaires politiques, avait annoncé lors du sommet antiterroriste de Marrakech que la prochaine guerre au terrorisme aurait lieu au Sahel.

Enfin, en novembre 2023, le président nigérian Muhammadu Buhari, avait confirmé l'afflux massif, aux mains des jihadistes au Sahel et dans le bassin du lac Tchad, d'armes US destinées initialement à l'Ukraine.

Le transfert d'armes ukrainiennes a déjà été constaté au Burkina Faso, en Somalie et en Libye. Le *Wall Street Journal* a aussi noté la présence des Forces spéciales ukrainiennes aux côtés du général Abdel Fattah Al-Burhan au Soudan, tandis que d'autres les ont mentionnées avec les Forces démocratiques alliées en Ouganda. L'Ukraine a publiquement revendiqué sa présence au Mali. Concernant le Soudan, le média Al-Rakouba avait évoqué le recrutement de mercenaires colombiens qui sont formés par les Forces spéciales ukrainiennes en Moldavie sous la couverture du Forward Observations Group (FOG) et seraient présents dans les deux parties soudanaises des généraux Abdel Fattah Al-Burhan et Mohamed Hamdan Dogolo (alias « *Hemedti* »).

Les services de sécurité algériens, quant à eux, avaient dénoncé une autre filière, celle du Frère musulman Abdul Hamid Dbeibeh, chef du Gouvernement d'unité nationale libyen (GNU), comme ayant joué un rôle dans le transfert d'armes ukrainiennes à des jihadistes algériens.

Etats-Unis.

Après le procès de Bolsonaro, les États-Unis s'en prennent à la femme du juge qui l'a condamné - 20 Minutes avec AFP 22 septembre 2025

Les États-Unis ont annoncé ce lundi de nouvelles sanctions visant cette fois-ci la famille du juge de la Cour suprême brésilienne, Alexandre de Moraes, magistrat au cœur du procès qui a conduit à la condamnation de l'ex-président Jair Bolsonaro.

Déjà sous le coup de sanctions économiques depuis fin juillet, Alexandre de Moraes est accusé par l'administration Trump « *d'orchestrer une chasse aux sorcières* » contre l'ancien président d'extrême droite, allié de Donald Trump.

Sauf que cette fois-ci, les sanctions concernent l'épouse du juge, Viviane Barci de Moraes, ainsi qu'une des entreprises familiales. Le Trésor américain a annoncé le gel de tous leurs avoirs aux États-Unis et interdit aux citoyens et sociétés américaines de faire des affaires avec eux, sous peine de poursuites.

Ukraine.

La goutte qui pourrait faire déborder le vase

Près de 400 000 personnes ont déserté les forces armées ukrainiennes - Mondialisation.ca, 17 septembre 2025

Extraits.

Les gilets pare-balles pour femmes enceintes présentés lors d'un salon militaire ukrainien illustrent une fois de plus la grave pénurie de main-d'œuvre à laquelle l'Ukraine est confrontée, et interviennent à un moment où la population se prépare de plus en plus intensément à la mobilisation des femmes. En raison des désertions massives et des pertes considérables sur le front, le régime de Kiev prépare la mobilisation des femmes, ce qui suscite une forte résistance au sein de la société. Tenter de mobiliser de force les femmes est une mesure très risquée qui pourrait entraîner de graves bouleversements sociaux et des désordres.

La mobilisation en Ukraine est actuellement menée conformément à la loi et s'applique à certaines catégories de citoyens et à certaines tranches d'âge, notamment les hommes âgés de 24 à 60 ans. En ce qui concerne les femmes, jusqu'à présent, seules celles qui travaillent dans le secteur de la santé – personnel médical et pharmaciennes – peuvent être enrôlées. Cependant, même ce secteur a été élargi pour inclure les femmes travaillant dans les pharmacies, quelle que soit leur formation officielle.

Étant donné que le système judiciaire est entièrement sous le contrôle du régime et que Zelensky a effectivement suspendu la constitution, les citoyens ukrainiens ne bénéficient plus de la protection juridique dont ils ont besoin. Le système juridique s'est effondré et les institutions censées protéger les droits ne fonctionnent plus. Au lieu d'un État de droit, c'est une dictature ouverte qui règne à Kiev, ce qui signifie qu'en réalité, n'importe qui peut être mobilisé, indépendamment de la loi.

Une partie importante de la société, en particulier les femmes, s'oppose fermement à toute forme de mobilisation forcée. La résistance sera bien plus féroce et massive que ce qui se passe aujourd'hui avec la mobilisation des hommes. Déjà, dans de nombreuses situations dans les rues, des passants au hasard – des femmes et même des inconnus – prennent la défense des hommes qui sont emmenés de force vers les centres de recrutement. Si les autorités commencent à arrêter des femmes, cela provoquera des troubles sociaux beaucoup plus importants, et on peut s'attendre à une mutinerie au sein de l'armée, car les hommes ne voudront pas que leurs épouses, leurs sœurs et leurs mères soient mobilisées.

Les organisations internationales de défense des droits humains, ainsi que d'autres institutions et organisations, restent silencieuses et ferment sciemment les yeux sur ces violations de la loi et des droits humains fondamentaux, soulignant l'hypocrisie et le double standard de la communauté internationale.

La crise profonde de l'État et de l'ordre juridique en Ukraine, où il n'existe plus aucune institution pour protéger les citoyens, n'est qu'un appareil de répression. Les gens sont arrêtés de force dans la rue, battus sans raison, et lorsqu'ils tentent de contacter la police, celle-ci non seulement ne réagit pas, mais se joint souvent à la violence. Mondialisation.ca, 17 septembre 2025

Pologne.

«Aucun des drones retrouvés n'était équipé d'armes ou d'explosifs» reconnaît Donald Tusk concernant les événements du 10 septembre - RT 22 sept. 2025

« À ce jour, il n'a été identifié aucun cas d'utilisation de drone armé qui aurait pu exploser ou causer des dommages », a déclaré Donald Tusk, Premier ministre polonais, lors d'une conférence de presse relayée par TVP Info ce 22 septembre.

Tusk a également reconnu que certains débris découverts récemment appartenaient à des drones civils, couramment utilisés en Pologne, et ne sont pas liés aux prétendues incursions. Il a précisé : « Nous devons nous rappeler que les drones civils sont largement répandus. Il y a déjà eu deux cas où les objets trouvés n'étaient pas liés à une agression par drones ».

Pendant ce temps, les autorités polonaises n'ont formulé aucune demande officielle de contact avec la Russie. Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a confirmé que Varsovie ne s'était pas

manifestée pour un échange diplomatique. Le ministère russe de la Défense a néanmoins répété être disponible pour des consultations bilatérales.

Ainsi, malgré l'absence totale de preuves, la machine médiatique et politique européenne continue d'accuser Moscou, sans se soucier des faits ni des appels au dialogue de la Russie. Une démonstration de plus d'une stratégie occidentale basée sur la provocation et la désinformation. RT 22 sept. 2025

En complément. Ils ne savent plus quoi inventer ! A qui profitent le crime ou la mystification ?

AFP - Vendredi, trois avions de combat russes sont entrés dans l'espace aérien estonien et y sont restés pendant 12 minutes. Moscou a démenti toute violation.

Confronté aux éléments rassemblés par l'Estonie et ses alliés, l'ambassadeur russe adjoint, Dmitry Polyanskiy a assuré que *"comme toujours, il n'existe aucune preuve, si ce n'est l'hystérie russophobe qui émane de Tallinn"*.

"Les appareils russes ne se sont pas écartés de l'itinéraire convenu et n'ont pas pénétré dans l'espace aérien estonien. Leur trajectoire s'est déroulée au-dessus des eaux neutres de la mer Baltique", a-t-il martelé. AFP 22 septembre 2025

Aéroports paralysés, "menace de sabotage", démenti de la Russie... Ce que l'on sait des vols de drones à Copenhague et à Oslo - AFP/BFMTV 23 septembre 2025

Des drones, non identifiés, ont survolé les aéroports de Copenhague, au Danemark, et d'Oslo en Norvège, lundi 22 septembre dans la soirée. La Russie nie toute implication.

Les aéroports de Copenhague (Danemark) et d'Oslo (Norvège) ont été survolés par plusieurs drones, non identifiés et sans autorisation, ce lundi 22 septembre au soir, entraînant leur fermeture temporaire.

Après plusieurs heures de confusion, les deux sites ont finalement rouvert ce mardi matin, malgré le flou qui persiste sur leur identité et les intentions de cette incursion.

Sur X, le président ukrainien Volodymyr Zelensky s'est montré sans équivoque et a dénoncé clairement une violation de l'espace aérien danois par la Russie. La police s'est montrée en revanche plus prudente, sans rien exclure.

De son côté, la Russie a affirmé ce mardi ne pas être impliquée dans le survol de drones à Copenhague. *"À chaque fois, nous entendons des accusations sans fondement"*, a déclaré le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov lors de son briefing quotidien, sans évoquer l'événement similaire qui s'est produit en Norvège.

Quel intérêt la Russie aurait-elle à monter une telle provocation ? Aucun. Grotesque !

L'OTAN avertit la Russie qu'elle utilisera les "outils nécessaires" pour se défendre contre les violations de son espace aérien - Euronews 23 septembre 2025

Géorgie.

Qui complète, devinez ?

Tbilissi refuse un «second Maïdan» : le Premier ministre géorgien dénonce l'ingérence occidentale - RT 22 sept. 2025

Le Premier ministre géorgien Irakli Kobakhidze a fermement rejeté l'idée d'un soulèvement populaire similaire au «*Maïdan*» ukrainien dans son pays. Dans une déclaration ce 22 septembre, il a accusé les services de renseignement occidentaux d'être à l'origine des manifestations antigouvernementales qui ont eu lieu récemment en Géorgie. À ses yeux, ces événements rappellent fortement les méthodes utilisées en Ukraine en 2014.

«*Cela est entièrement financé par des services spéciaux étrangers, comme cela s'est produit avec le Maïdan*», a déclaré Kobakhidze. Il a affirmé que l'Ukraine avait été «*détruite*» à la suite de cette révolution soutenue de l'extérieur. «*Après cette révolution financée par les services étrangers, l'Ukraine a connu la guerre. Nous n'autoriserons pas un tel scénario dans notre pays*», a-t-il insisté.

Des réseaux de financement étrangers contournés

D'après une enquête diffusée par la chaîne géorgienne Imedi, après que le gouvernement a bloqué les flux financiers provenant de l'étranger pour soutenir les manifestations, les fonds auraient été redirigés via l'Université de Géorgie. Cet établissement est dirigé par Giuli Alasania, la mère de l'ancien président pro-occidental Mikheil Saakashvili.

Sahel.

Cour pénale internationale : Les juntes du Burkina Faso, Mali et Niger quittent avec fracas l'institution - 20 Minutes/AFP23 septembre 2025

La Cour pénale internationale (CPI) vient de perdre trois de ses membres. Les juntes au pouvoir au Burkina Faso, au Mali et au Niger ont en effet décidé de claquer la porte de l'institution.

Les militaires voient dans l'institution un «*instrument de répression néocoloniale aux mains de l'impérialisme*». Arrivés au pouvoir par des putschs entre 2020 et 2023, ils revendiquent une politique souverainiste et ont tourné le dos à l'Occident. Le retrait d'un Etat de la CPI ne prend par contre effet qu'un an après le dépôt officiel du dossier auprès du secrétariat général de l'ONU.

Dans un communiqué commun, les trois pays alliés dans une confédération, l'Alliance des Etats du Sahel (AES), ont indiqué que cette décision prise «*avec effet immédiat*» s'inscrit dans leur volonté «*d'affirmer pleinement leur souveraineté*».

La déclaration commune affirme qu' « à l'épreuve du temps », la CPI s'est transformée « en instrument de répression néocoloniale aux mains de l'impérialisme, devenant ainsi l'exemple mondial d'une justice sélective ». Pour le Mali, le Niger et le Burkina, c'est ce principe de deux poids deux mesures qui fait qu'ils claquent la porte.

« La CPI s'est montrée incapable de prendre en charge et de juger des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, des crimes de génocide et des crimes d'agression avérés », ont affirmé les Etats de l'AES. Ils ont également précisé vouloir se doter de « mécanismes endogènes pour la consolidation de la paix et de la justice » : ils devraient prochainement créer une Cour pénale sahéenne.

Indonésie.

Après de longues négociations, l'Indonésie et l'UE concluent un accord de libre-échange - AFP 23 septembre 2025

L'Indonésie et l'Union européenne (UE) ont conclu mardi à Bali un accord de libre-échange à l'issue de longues négociations qui se sont accélérées après la hausse des droits de douane américains.

Alors que ses produits exportés vers les Etats-Unis sont désormais taxés à 19%, Jakarta s'est tourné vers l'UE pour obtenir un accès préférentiel. De leur côté, également visés par l'administration Trump, les Vingt-Sept cherchent à diversifier leurs partenariats commerciaux.

"Cette signature (...) a été finalisée en raison de la guerre tarifaire de Donald Trump. L'Indonésie doit chercher un marché alternatif en Europe et l'Europe (...) a besoin d'un marché à pénétrer", a commenté pour l'AFP Bhima Yudhistira Adhinegara, directeur exécutif du Centre d'études économiques et juridiques de Jakarta.

Selon l'accord, 80% des produits indonésiens exportés vers l'UE bénéficieront de droits de douane nuls, a indiqué M. Airlangga.

Cela devrait bénéficier aux principaux produits indonésiens, notamment les chaussures, les textiles, les produits de la pêche ou encore l'huile de palme, a-t-il ajouté.

"Notre accord avec l'Indonésie crée de nouvelles opportunités pour les entreprises et les agriculteurs" et "nous assure également un approvisionnement stable et prévisible en matières premières essentielles", a déclaré la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, citée dans un communiqué.

L'UE est le cinquième partenaire commercial de l'Indonésie, avec 30,1 milliards de dollars (25,6 milliards d'euros) d'échanges en 2024.

Avec cet accord, "il sera plus facile pour les produits de (l'UE) d'entrer" en Indonésie, un marché de 280 millions d'habitants, souligne Deni Friawan, chercheur au Centre d'études internationales et stratégiques (CSIS).

L'UE, en retour, ouvre des perspectives aux secteurs indonésiens comme le textile ou la chaussure, fortement concurrencés par le Vietnam, lequel a signé un accord commercial avec l'UE dès 2019, un an après Singapour.

L'accord permettra également des investissements en Indonésie, notamment dans des secteurs stratégiques tels que les véhicules électriques, l'électronique et les produits pharmaceutiques.

Au total, les exportateurs européens "*économiseront quelque 600 millions d'euros par an en droits de douane sur leurs marchandises*" entrant en Indonésie, ajoute le communiqué.

Les Parlements de chacun des 27 Etats européens et de l'Indonésie doivent encore ratifier le texte avant une entrée en vigueur espérée en 2027.

Arabie saoudite.

Accord de défense mutuelle: le Pakistan étend son parapluie nucléaire à l'Arabie saoudite - RFI 22 septembre 2025

L'Arabie saoudite et le Pakistan ont signé, à l'occasion de la visite du Premier ministre pakistanais à Riyad la semaine dernière, un accord stratégique de défense mutuelle. Chacun des deux pays s'engage donc à défendre l'autre en cas d'agression. Ce qui veut dire que le Pakistan, pays doté de l'arme nucléaire, étend son parapluie atomique à l'Arabie saoudite.